



Cuba : entre blocus et pandémie, quelles perspectives ?

François D'Agostino

Juillet 2022

22.891 signes

En février 2022, l'auteur de ces lignes a eu l'opportunité de participer au voyage d'une délégation du Parti de la Gauche Européenne (PGE) à Cuba, pour une durée d'une semaine. Lors de ce voyage, nous avons pu découvrir de nombreuses facettes de Cuba, bien loin des clichés véhiculés par de nombreux médias occidentaux, mais également loin des images d'Epinal d'un socialisme tropical uniquement biberonné au romantisme révolutionnaire. Les progressistes européens peuvent-ils tirer des enseignements concrets de l'expérience cubaine ? Quelle solidarité concrète peut être développée ? Comment pouvons-nous aider, ici, à briser un blocus illégal qui dure depuis 60 ans déjà ?

« Si loin de Dieu, si proche des Etats-Unis... »¹

Sans revenir en détail sur l'épopée de la Révolution cubaine et ses grandes figures, il est impossible de ne pas évoquer le chemin qu'a emprunté l'île pour aboutir à un système socialiste², comment elle s'est rapprochée de l'ancien bloc socialiste d'Europe centrale et orientale tout en étant l'un des moteurs du mouvement des non-alignés³ et quelles furent les difficultés consécutives à la disparition de l'URSS pour le pays. Impossible également de ne pas évoquer les pressions constantes infligées par les Etats-Unis, qui vont du blocus à des opérations militaires voire terroristes⁴.

C'est entre la fin du dix-neuvième siècle et le début du vingtième que Cuba arrache, non sans mal, son indépendance à l'Espagne, mais se retrouve sous la coupe de la puissance émergente que sont les Etats-Unis. C'est de cette indépendance tronquée que date l'amendement Platt et la présence d'une base états-unienne à Guantanamo.

Essentiellement agricole, l'économie cubaine est largement sous contrôle états-unien pendant la première moitié du vingtième-siècle : production sucrière, banques, transports, etc. sont autant de secteurs soustraits au contrôle des Cubains⁵.

Evidemment, une telle situation ne peut que susciter des résistances, et l'émergence de courants anti-impérialistes qui vont irriguer la vie politique, intellectuelle et sociale du pays jusqu'aux années cinquante.

En mars 1952, Fulgencio Batista, déjà derrière un coup d'état militaire en 1934, élu président en 1940, voit son nouveau coup d'état couronné de succès, notamment grâce à l'appui de la CIA. Le 26 juillet 1953, une centaine de rebelles, dirigée par un certain Fidel Castro, attaque la caserne de la Moncada, à Santiago de Cuba. Ils cherchent à s'emparer des armes afin de lancer une insurrection contre la dictature. Si l'opération échoue et coûte la vie à de nombreux insurgés, Fidel Castro et son frère Raúl comptent parmi les survivants et se voient condamnés à de lourdes peines. C'est lors de son procès que Fidel Castro livre sa célèbre plaidoirie qui se termine par ces mots « L'histoire m'acquittera ».

Après une forte pression populaire, les leaders vont être libérés et s'exiler. C'est depuis le Mexique que Fidel et ses camarades, rejoints par un jeune médecin argentin du nom d'Ernesto Guevara, vont préparer et lancer leur lutte de libération. Débarquant en décembre 1956, une poignée de guérilleros va entamer la lutte dans la Sierra Maestra. Fin 1958, l'offensive qui va mettre un terme au régime de Batista est lancée et la révolution triomphe définitivement en janvier 1959.

¹ Citation attribuée à PorfirioDíaz, président du Mexique de 1876 à 1911, à propos de son pays, mais souvent citée dans le contexte de l'Amérique latine et des Caraïbes.

² TACK (F.), *La révolution cubaine a 50 ans*, in *Contradictions*, N°125, Bruxelles, 3^e trimestre 2009, pp. 59-80

³ PRASHAD (V.), *Une histoire politique du Tiers-Monde*, Québec, 2019.

⁴Voir, e.a, LAMRANI (S.), sous la dir.de, *Washington contre Cuba : un demi-siècle de terrorisme*, Paris, 2005.

⁵ Voir, e.a., HERRERA (R.), *Cuba face à l'impérialisme-une seule solution : le socialisme*, dans COLLECTIF, *Petite contribution au livre noir de l'anticommunisme et de la contre-révolution*, s.l. , 2007, p. 170 et sv.

Rapidement, le gouvernement révolutionnaire va emprunter une voie non-capitaliste : réforme agraire, nationalisation progressive des grandes industries et des services, vastes campagnes d’alphabétisation, développement d’une médecine pour toutes et tous, etc. sont autant de signes que Cuba opte pour un modèle socialiste de société, même si le caractère socialiste de la Révolution n’est proclamé officiellement qu’en avril 1961⁶. La société est profondément transformée, notamment grâce au rôle joué par les organisations de masses comme la Fédération des Femmes Cubaines, la Centrale des travailleurs de Cuba ou les Comités de Défense de la Révolution.

Dès mars 1959, les États-Unis vont multiplier les manœuvres hostiles à l’encontre du gouvernement révolutionnaire : soutien aux terroristes contre-révolutionnaires, appui à peine masqué à une tentative d’invasion à Playa Girón, tentatives d’assassinats à l’encontre de Fidel Castro constituent quelques-unes des manifestations les plus spectaculaires de cette agressivité.

S’il est moins « spectaculaire », le blocus qui dure depuis février 1962 n’en est pas moins une des attaques les plus lourdes dont l’île est victime. Depuis 1962, les conditions se sont durcies, les États-Unis introduisant rétroactivité et extraterritorialité (Loi Helms Burton, 1996), ou comme sous la présidence de Donald Trump, qui a imposé un durcissement des mesures, dans sa croisade contre les gouvernements de gauche en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les mesures de durcissement du blocus n’ont d’ailleurs pas été levées par le successeur du Républicain, le Démocrate Joseph Biden.

On peut constater que cet acharnement relève de la part de Washington d’une volonté de mater un gouvernement non-aligné et contrevient à toutes les normes du droit international. C’est un des nombreux moyens utilisés pour (re)faire de Cuba un pays semi-colonial⁷.

Cuba face à la pandémie

C’est en mars 2020, comme dans de nombreux autres pays, que les premiers cas de COVID-19 sont détectés à Cuba. Rapidement, le système de santé cubain s’organise, afin de faire face. Les frontières sont fermées aux voyageurs, portant un coup sévère à l’industrie touristique, l’une des sources de revenu les plus importantes du pays. La société va aussi rapidement se mobiliser, des Comités de Défense de la Révolution (CDR) en passant par les organisations de jeunes ou des femmes, afin d’organiser l’aide aux plus faibles (aide aux personnes âgées, etc.). La première vague va être contenue efficacement, mais l’arrivée des variants successifs va mettre à rude épreuve le système de santé cubain. Toutefois, si on le compare à d’autres pays, que ce soit du sud ou du nord, et en considérant le blocus, le nombre de décès relativement bas (moins de 9000 au total en mai 2022⁸) justifient entièrement les évaluations positives faites par les experts internationaux. Mais comment l’expliquer ?

⁶ Notons que le Parti Communiste de Cuba actuel s’est formé seulement en 1965, par la fusion des différentes organisations révolutionnaires (Mouvement du 26 Juillet, le Parti Socialiste Populaire, c’est-à-dire le PC historique-et le Directoire Révolutionnaire) au cours d’un processus de six ans.

⁷<https://mronline.org/2022/06/30/136260/?fbclid=IwAR23PrMuaxqHjyviJJG1n91uP-TIAkCZ7vn0MuvxN3KWn-I-E2QvEc0InFM>

⁸<https://www.worldometers.info/coronavirus/#countries>

C'est probablement l'une des conséquences les plus visibles de la Révolution de 1959, l'une des conquêtes les plus spectaculaires du peuple cubain qui se manifeste dans cette résistance à la pandémie. Il s'agit de la politique en matière de santé. Une fois le pouvoir conquis, les révolutionnaires cubains vont lancer une profonde réforme en matière de santé publique, et garantir ainsi l'accès aux soins à l'ensemble de la population. L'accent est mis sur la médecine préventive et la première ligne. De plus, la médecine et le rôle du personnel soignant sont profondément liés à la société, et dans une interaction permanente avec des organes comme les CDR qui s'occupent notamment de l'éducation à la santé ou aident à la mise en œuvre de campagnes de vaccination⁹. Cuba a notamment éradiqué des maladies comme la polio ou le paludisme dès les années 60 et a très tôt développé une grande expertise dans la recherche et la lutte contre de nombreuses épidémies : c'est l'ensemble de ces facteurs qui donne une bonne base pour comprendre la réponse cubaine au covid-19 et la rapidité avec laquelle le pays a réussi à mettre au point plusieurs vaccins.

Dans les années 1980, une épidémie de méningite a frappé le pays. Les autorités du pays, sous l'impulsion de Fidel Castro, décident d'investir massivement dans la recherche de vaccins et la coordination du secteur. Un vaccin est développé en 5 ans BioCubaFarma, le groupe qui coordonne le secteur des biotechnologies, de la recherche pharmaceutique et médicale à Cuba et est un des principaux organisateurs de la recherche scientifique du pays est le résultat de cette politique. 35.000 travailleurs sont occupés dans ce secteur. Depuis, la maladie a été éradiquée à Cuba, et les vaccins cubains sont demandés par d'autres pays de la région frappée par la même maladie.

La disparition du bloc socialiste en Europe a renforcé la nécessité de cette indépendance au niveau de la recherche. L'institut Finlay, l'un des éléments constitutifs du groupe BioCubaFarma a mis au point dans les années 1990 un vaccin contre plusieurs maladies permettant d'immuniser, de manière sûre, les enfants en bas âge. Au cours des années 2000, le centre a augmenté ses capacités de recherche et développement ainsi que de commercialisation. Des synergies ont été créées avec l'Unicef, des pays africains, ... Les scandales répétés des médicaments issus des grands complexes pharmaceutiques capitalistes en Afrique ont poussé de nombreux pays à se tourner vers Cuba, qui ne fait pas du profit le moteur de son action dans le domaine pharmaceutique¹⁰. Lors de la présidence de Lula au Brésil, des accords de coopération Sud-Sud ont été passés, afin de contourner les difficultés imposées par le blocus en matière de capacités de production et de commercialisation : Cuba développait le principe actif, le Brésil le rendait opérationnel et cela a permis la distribution de millions de doses de vaccins en Afrique. De la même manière, des partenariats ont été passés avec des pays comme l'Algérie, le Vietnam, l'Iran, ... Des coopérations existent avec de nombreuses universités européennes. Ce travail, ces investissements et ces coopérations étalées sur 30 ans ont permis de créer les conditions d'une recherche efficace pour un vaccin contre le Covid 19.

Dès mai 2020, le processus est lancé : tout le secteur est mobilisé : des différents projets, deux sortent rapidement du lot- Soberana, développé par l'Institut Finlay, spécialement destiné aux enfants, et Abdala. Tous deux sont des vaccins protéiques, basés sur des modèles connus depuis 25 ans. En août 2020, l'autorisation de test sur êtres humains est accordée, et les essais

⁹ Voir, e.a. FITZ (D.), *Cuba : du Sida au Covid-19*, dans *Lava*, n°13, Bruxelles, été 2020 ou en ligne <https://lavamedia.be/fr/cuba-du-sida-au-covid-19/>, consulté le 12/07/2022.

¹⁰<https://www.monde-diplomatique.fr/2005/06/CHIPPAUX/12513>

ont continué de septembre à janvier 2021. Hors pandémie, un délai de 5 à 6 ans est généralement nécessaire pour ce type de recherche. L'exploit a été rendu grâce à la mobilisation et à la collaboration, plutôt qu'à la concurrence et la recherche du profit. En juillet 2021, la campagne de vaccination a pu commencer. La campagne est en parallèle pour les enfants et les adultes, afin d'anticiper les contagions. Là encore, on soulignera l'importance de la politique de santé publique vue comme un tout, avec, au cœur, la centralité de la société et du bien commun. Le vaccin n'est pas envisagé comme la solution ultime qui dispense du reste, mais comme une mesure centrale dans un plan plus large (masques, tests, etc.) ; Cuba connaît un très haut taux de vaccination, et n'a pas connu de mouvement anti vaccination ...

Cuba pourrait contribuer encore plus au niveau mondial à la lutte contre pandémie et d'autres probables à venir, mais le blocus et le poids du complexe pharmaceutique capitaliste à l'échelle mondiale constitue de sérieux obstacles. Par exemple, les standards de productions mondiaux sont calqués sur les procès des centres impérialistes, ce qui bloque des médicaments sûrs mais produits dans des pays comme Cuba sur certains marchés.

La réforme du code des familles

En 2019, le pays a adopté une nouvelle constitution, fruit d'un long travail démocratique au sein de toute la société cubaine. De nombreux amendements ont été apportés grâce aux consultations populaires. Par exemple, dans le projet initial, les gouverneurs de province devaient être nommés directement par le président, mais les consultations ont montré que la population préférerait une désignation par les délégués des assemblées municipales. C'est cette solution qui a été retenue dans le texte final. Nous avons eu droit à un long exposé sur le contenu de la constitution, et les nombreuses garanties de contrôle du pouvoir qu'elle contient, sur les droits garantis, sur les procédures de désignation, ... Loin des clichés trop souvent répétés dans les médias occidentaux, la démocratie cubaine est bien une réalité, mais qui a peu à voir avec le formalisme vide qui est trop souvent celui des institutions occidentales (mais nous aurons l'occasion d'y revenir)

Une des réformes majeures découlant de cette nouvelle constitution est celle qu'il fallait apporter au « code de la famille », devenant le « code des familles »¹¹. Loin d'être purement cosmétique, le changement de nom reflète la prise en compte de la diversité des familles cubaines aujourd'hui. Dans la mesure où les changements apportés ont une importante dimension sociale et culturelle, aux implications fortes au niveau intime et public, et alors que rien ne les y obligeait dans la constitution, les autorités ont décidé de faire discuter le projet de réforme par la société.

Le précédent code datait des années 1970, et s'il constituait à l'époque un progrès par rapport à d'autres codes d'Amérique latine et des Caraïbes, il avait été rédigé dans une société très différente, plus jeune et encore marquée par certains conservatismes sociétaux. Les changements dans la société cubaine font qu'il est nécessaire dans cette nouvelle mouture de « visibiliser » les personnes âgées, les personnes handicapées, de mieux prendre en compte les violences intrafamiliales (y compris les violences économiques ou psychologiques), de tenir

¹¹<https://fr.granma.cu/cuba/2022-02-02/un-code-des-familles-qui-renforce-notre-constitution>

compte de la diversité des familles (recomposées, monoparentales, homoparentales, etc.), et d'autres questions.

Le projet est d'une grande modernité mais doit faire face à des réticences importantes, liées à des phénomènes culturels persistants (machisme, influence de l'Eglise catholique dans certains secteurs, campagnes de désinformation,...). Parmi les modifications, on retrouve une redéfinition du mariage (une union de deux personnes, sans plus de précision) une reconnaissance des unions de fait, de nouveaux régimes matrimoniaux, une ouverture plus grande de l'exercice de leurs droits par les personnes handicapées , par la suppression de la notion d'incapacité , une plus large place accordée aux décisions des enfants, une volonté de substituer une démocratie familiale à la verticalité patriarcale, une tolérance zéro contre les violences familiales, etc. En outre, l'adoption devrait être ouverte aux couples homoparentaux, aux unions de faits,...Entre nombreuse autres choses !

Nous nous sommes rendus dans l'une des quinze municipalités de la Havane, Guanabacoa, qui rassemble plus de 125.000 habitants, pour y observer le processus de consultation populaire. C'est à la fois une zone industrielle et d'agriculture urbaine. Jusqu'à ce moment 58 réunions avaient été tenues. L'assemblée a lieu dans la rue, en présence de cadres locaux du parti, d'avocats, qui doivent assister la population sur les notions juridiques, etc. La réunion débute par une explication de la procédure, les points traités,. Nous avons pu voir des prises de paroles, qui soutenaient le projet, mais s'opposaient parfois à des points spécifiques, ou demandaient des éclaircissements (comme sur la notion de capacité juridique) . Notons que le droit de vote lors de telles consultations est ouvert dès 16 ans.

Si on peut être admiratif devant les dispositifs mis en œuvre et les larges débats dans la société cubaine, et alors que le référendum devrait avoir lieu en septembre¹², on ne peut, en revanche, omettre que le projet a été victime de campagnes de désinformations depuis les secteurs les plus conservateurs, appuyés de l'étranger, qui n'ont eu de cesse d'alimenter des craintes au moyens de « fake news ».

Socialisme, réformes économiques et nouveaux défis

Lors du 6^{ème} Congrès du PCC, en 2011 ainsi que lors des 7^{ème} et 8^{ème} Congrès, les communistes cubains ont, en vue d'approfondir et de consolider leur modèle de socialisme, décidé de mettre en place une série de réformes permettant de moderniser la structure économique du pays, notamment en octroyant une plus grande place à l'activité économique privée, aux travailleurs indépendants, aux coopératives non-étatiques, et à une certaine décentralisation, mais toujours sous le contrôle des institutions et dans le cadre du socialisme. Le but est de relancer l'activité économique qui ne nécessite pas nécessairement d'être sous contrôle direct de l'Etat, et de développer les forces productives, dans un pays toujours en développement, pauvre en matières premières et relativement peu industrialisé, mais garantissant à sa population de nombreuses prestations sociales, ce qui, inévitablement, entraîne un coût pour la collectivité¹³.

¹²<https://fr.granma.cu/cuba/2022-06-23/le-code-des-familles-entre-dans-une-phase-decisive>

¹³ La pandémie n'a rien amélioré de ce côté : le gouvernement a décidé de ne pas collecter les impôts mensuels pour soulager la population qui devait faire face à des pertes de revenus, mais cela a un impact sur les finances publiques. Source : entretien avec un responsable du PCC de la province de Pinar del Río, 13 février 2022.

Malgré des réussites flagrantes dans le domaine des biotechnologies, l'appareil productif cubain est vieillissant, principalement en raison du blocus imposé par les Etats-Unis. Lors d'une visite dans une coopérative d'impression à la Havane, détenue par ses travailleurs (qui parlent d'économie privée socialiste !) et mettant son savoir-faire au service des collectivités locales, nous avons été frappés par l'utilisation de machines datant des années 1950. L'ouverture limitée et sous contrôle aux investissements étrangers, complémentaire à l'augmentation de l'activité privée, a notamment pour but, en plus de répondre à une certaine demande intérieure, de permettre l'introduction de nouvelles méthodes de production et de nouvelles technologies en vue de moderniser l'appareil productif et, à terme, de permettre des exportations. En se basant également sur les expériences d'autres pays socialistes comme la Chine ou le Viêt Nam, c'est dans ce cadre que la Zone de Développement Économique de Mariel a été lancée¹⁴. L'accent est mis sur les secteurs biotechnologiques, la logistique, les hautes technologies et l'agroalimentaire. Les entreprises étrangères sont attirées par une série d'incitants fiscaux, mais doivent se plier au droit du travail cubain, et respecter des normes strictes en matière de protection de l'environnement, rompant ainsi avec des expériences de zones économiques spéciales dans d'autres pays de la région.

Du point de vue syndical, ces réformes entraînent de nouveaux défis : les réformes économiques, et notamment une certaine ouverture au capital étranger- sous le contrôle vigilant de l'Etat cubain-, sont perçues comme une étape nécessaire dans le développement du socialisme cubain. Le but est notamment d'améliorer le tissu industriel, de favoriser les investissements et d'agrandir les surplus destinés à financer les programmes sociaux, mais impliquent aussi de trouver de nouvelles formes d'actions syndicales dans le secteur privé national et étranger. Des contacts sont d'ailleurs pris avec des syndicats européens pour étudier ces nouvelles conditions¹⁵.

Le pays est donc à un tournant de son histoire mais la volonté semble claire de préserver toutes les conquêtes de la révolution en matière de santé. Contrairement à ce que certains à gauche¹⁶ pensent, on assiste donc plus à une réorientation stratégique (proche, d'une certaine façon, de la NEP soviétique des années 20) en vue de consolider le socialisme que d'une « restauration capitaliste » qui pousserait Cuba dans une situation similaire à celle d'un pays comme Haïti.

La question de la solidarité internationale face au blocus

Clairement, Cuba est à un moment-clé dans son évolution. Les difficultés économiques sont réelles, et la pandémie n'a rien arrangé. Toutefois, il apparaît clairement que bon nombre de ces difficultés pourraient être surmontées si le blocus imposé par les États-Unis était levé. On peut se demander quel intérêt a la première puissance mondiale à ainsi accabler une petite nation, si ce n'est celui de dissuader toute voie indépendante du capitalisme dans d'autres pays du Sud. La crise de l'hégémonie états-unienne en Amérique latine et le retour de la gauche dans de nombreux pays de la région vont certainement créer des conditions plus favorables pour Cuba, mais il reste néanmoins fondamental, particulièrement en Europe, de contester les pratiques intolérables des sanctions menées par le puissant voisin de l'île.

¹⁴<https://fr.granma.cu/cuba/2018-04-05/la-zone-speciale-de-mariel-la-connexion-de-cuba-au-monde-et-au-developpement>

¹⁵Entretien avec Ulises Guilarte de Nacimiento, secrétaire général de la CTC, le 15 février 2022.

¹⁶ Pour approcher ces débats, voir, e.a. <https://mronline.org/2022/07/03/the-struggle-between-the-future-and-the-past-where-is-cuba-going/>

L'amplification de la solidarité dans les mouvements progressistes (notamment lors de campagnes de solidarité active pour la récolte de matériel médical ou autre) devrait trouver de nouveaux alliés, notamment dans les petites et moyennes entreprises qui pourraient trouver de nouveaux débouchés certainement plus accessibles que le marché nord-américain. Un mouvement d'ampleur qui dépasse le cadre de la gauche radicale, partout en Europe, pourrait forcer de nombreux gouvernements à condamner plus fermement les Etats-Unis, et à sanctionner ce pays qui foule au pied le droit international. Ce serait l'aide la plus utile des progressistes européens à cette île qui a déjà tant donné à la cause de l'émancipation des peuples.